

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

F. 2005 — 2112

[C — 2005/29229]

**20 JUILLET 2005. — Décret portant diverses dispositions relatives à l'enseignement supérieur (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, modifié par le décret du 31 mars 2004, les mots « professeur, professeur ordinaire ou professeur extraordinaire » sont insérés entre les mots « chargé de cours » et les mots « s'il n'est titulaire d'un diplôme de docteur avec thèse ».

**Art. 2.** A l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, modifié par le décret du 31 mars 2004, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 7, le 3<sup>o</sup>ter est remplacé par la disposition suivante :

« 3<sup>o</sup>ter à partir de l'année académique 2003-2004, les étudiants qui, après avoir échoué au cours de deux années académiques à un concours ou à toute épreuve permettant d'entreprendre ou de poursuivre des études en sciences vétérinaires en Belgique ou à l'étranger, s'inscrivent dans cette même discipline dans les 5 ans qui suivent leur dernier échec. »;

b) le § 7 est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>bis, l'on entend également par étudiant régulièrement inscrit, l'étudiant qui a échoué à un concours ou à toute épreuve permettant d'entreprendre ou de poursuivre des études supérieures en Belgique ou à l'étranger à l'issue d'une année d'études supérieures préparatoire ou générale menant à ce concours ou à cette épreuve, l'abandon ou la non-présentation à ce concours ou à cette épreuve étant considéré comme un échec. ».

**Art. 3.** L'article 48quater, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par le décret du 31 mars 2004, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les étudiants inscrits pour les études de master complémentaire visées à l'article 18 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration à l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités, sont pris en compte pour le financement durant cinq ans à partir de l'année de création du programme. Pour les années suivantes, les étudiants régulièrement inscrits sont pris en compte pour le calcul de l'allocation de fonctionnement si le programme d'études correspondant a compté au moins dix nouvelles inscriptions régulières en moyenne durant les trois années académiques précédentes, ou s'il en a compté au moins dix pour chacune des deux années académiques précédentes. Les étudiants pris en compte sont :

1<sup>o</sup> soit ceux visés à l'article 27, § 1<sup>er</sup>, qui entrent dans les catégories visées à l'article 27, § 3, et qui ne sont pas visés par l'article 27, § 7;

2<sup>o</sup> soit ceux qui font l'objet d'un financement public extérieur. ».

**Art. 4.** L'article 21, § 2, du même décret est remplacé comme suit :

« § 2. La langue d'enseignement et d'évaluation des activités d'apprentissage est le français.

Toutefois, des activités peuvent être dispensées et évaluées dans une autre langue :

1<sup>o</sup> dans le premier cycle d'études, sauf en première année, à raison d'au plus un cinquième des crédits;

2<sup>o</sup> pour les études menant au grade académique de master, à raison de la moitié des crédits;

3<sup>o</sup> pour les études menant au grade académique de master complémentaire;

4<sup>o</sup> pour les études de troisième cycle;

5<sup>o</sup> lorsque ces activités, si elles sont obligatoires, sont organisées également en français.

Pour l'alinéa 2, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, les enseignements de langues étrangères, les travaux de fin d'études, les activités d'intégration professionnelle ainsi que les activités d'apprentissage qui sont co-organisées avec des établissements extérieurs à la Communauté française reconnus par leurs autorités compétentes en matière d'enseignement supérieur n'entrent pas en ligne de compte.

Pour les autres programmes du deuxième cycle, le Gouvernement peut en outre accorder aux établissements d'enseignement supérieur des dérogations lorsque les études visées ont un caractère international dérivant de l'excellence du champ scientifique ou de sa nature particulière. Les dérogations sont accordées sur proposition collégiale des recteurs et après avis du Conseil interuniversitaire de la Communauté française, lorsque la dérogation concerne une université, après avis du Conseil général des Hautes Ecoles, lorsque la dérogation concerne une haute école, après avis du Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique, lorsque la dérogation concerne une école supérieure des arts et après concertation avec le conseil d'administration ou avec l'organe de gestion des instituts supérieurs d'architecture, lorsque la dérogation concerne un tel établissement. ».

**Art. 5.** A l'article 32 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

a) dans le § 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Pour les études universitaires de troisième cycle, l'intitulé est le nom de l'école doctorale d'encadrement reconnue ou le(s) domaine(s) de recherches, ces domaines étant ceux visés à l'article 31, alinéa 1<sup>er</sup>. ».

b) le § 2, alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« Une orientation indique une spécificité du programme du cycle d'études qui y conduit correspondant à un ensemble d'activités d'apprentissage. Cet ensemble doit comprendre plus de 30 crédits, s'il s'agit d'un grade académique sanctionnant un programme de 60 crédits, ou au moins 60 crédits, s'il s'agit d'un grade académique sanctionnant un programme de plus de 60 crédits. En outre, cet ensemble ne peut dépasser les deux-tiers des crédits que comporte le cycle d'études. ».

**Art. 6.** L'article 40, alinéa 2, du même décret est remplacé comme suit :

« Toutefois, lorsque les études ne sont plus élues au financement en application de l'article 48<sup>quater</sup> de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, aucune nouvelle inscription dans ce cursus ne peut être effectuée pendant une période de cinq ans. Le grade sanctionnant ces études pourra être conféré aux étudiants inscrits préalablement durant un nombre d'années académiques supérieur de deux ans à la durée minimale de ces études. ».

**Art. 7.** L'article 45, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même décret est remplacé par les alinéas suivants :

« Son inscription implique le respect du règlement des études ».

Le versement des droits d'inscription est effectué conformément au règlement des études.

Pour les années d'études menant à un grade académique, le versement intégral des droits d'inscription doit être effectué avant le 1<sup>er</sup> février. A défaut, les étudiants ne sont pas pris en compte pour le financement et les universités peuvent refuser leur inscription. ».

**Art. 8.** A l'article 46, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « ou des étudiants inscrits à l'année préparatoire visée à l'article 51, § 3 » sont remplacés par les mots «, des étudiants inscrits à une année d'études préparatoire conformément aux articles 51, § 3, alinéa 3, et 53, alinéa 3, et des étudiants inscrits à une année d'études supplémentaire conformément aux articles 54, alinéa 2, et 55, alinéa 2 ».

**Art. 9.** A l'article 49, § 1<sup>er</sup>, du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 7<sup>o</sup>, le mot « précédents » est remplacé par le mot « 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup> »;

b) il est ajouté un 8<sup>o</sup> libellé comme suit :

« 8<sup>o</sup> soit du diplôme d'aptitude à accéder à l'enseignement supérieur (DAES) conféré par le jury de la communauté française. ».

**Art. 10.** Dans l'article 51, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du même décret, le mot « précédents » est remplacé par les mots « 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup> ».

**Art. 11.** L'article 53, alinéa 3, du même décret, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans ce cas, pour l'accès aux études, ces étudiants sont assimilés à ceux visés à l'article 51, § 3. Toutefois, ces étudiants ne sont pris en compte pour le financement de la première année d'études de deuxième cycle et, le cas échéant, de l'année préparatoire, que s'ils réussissent la première année d'études du programme de deuxième cycle visé. ».

**Art. 12.** Dans l'article 54, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du même décret, le mot « précédents » est remplacé par les mots « 1<sup>o</sup> à 2<sup>o</sup> ».

**Art. 13.** Dans l'article 55, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, du même décret, le mot « précédents » est remplacé par les mots « 1<sup>o</sup> à 2<sup>o</sup> ».

**Art. 14.** Dans l'article 60, alinéa 2, du même décret, les mots « sans que cette valeur ne puisse dépasser 30 crédits » sont supprimés.

**Art. 15.** Dans l'article 65 du même décret, les mots « les orientations » sont remplacés par les mots « l'orientation ».

**Art. 16.** Dans l'article 76, alinéa 3, du même décret, les mots « alinéa précédent » sont remplacés par les mots « alinéa 1<sup>er</sup> ».

**Art. 17.** Dans l'article 79 du même décret, les mots « plus de 48 crédits » sont remplacés par les mots « au moins 48 crédits ».

**Art. 18.** Dans l'article 165 du même décret, le mot « spécialisé » est remplacé par les mots « menant au grade de master complémentaire ».

**Art. 19.** Dans l'article 181, les mots « avant l'entrée en vigueur du » sont chaque fois remplacés par les mots « conformément aux dispositions antérieures au ».

**Art. 20.** Dans le Chapitre VII du Titre VII du même décret, il est inséré un article 186bis rédigé comme suit :

« Les étudiants qui justifient d'une attestation de succès à un examen spécial d'admission aux études de premier cycle en sciences appliquées, organisé conformément à l'article 10, § 2, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, sont réputés avoir réussi l'examen spécial d'admission visé à l'article 50. ».

**Art. 21.** Les articles 5, 8, 9B), 11, 15, 16, 17, 19 et 20 produisent leurs effets pour l'année académique 2004-2005.  
Les articles 2, 3, 6 et 18 entrent en vigueur pour l'année budgétaire 2006.  
Les articles 1<sup>er</sup>, 4, 7, 9A), 10, 12, 13 et 14 entrent en vigueur à partir de l'année académique 2005-2006.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2005.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,  
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M. ARENA

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,  
M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,  
C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Notes

(1) *Session 2004-2005.*

*Documents du Conseil.* — Projet de décret, n° 126-1. — Amendements en commission, n° 126-2. — Rapport, n° 126-3.  
*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 19 juillet 2005.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 2112

[C — 2005/29229]

**20 JULI 2005. — Decreet houdende verschillende bepalingen met betrekking tot het hoger onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** In artikel 22, § 1, 2de lid, van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs door de Staat, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, worden de woorden « hoogleraar, gewoon hoogleraar of buitengewoon hoogleraar » ingevoegd tussen de woorden « docent » en « als hij geen houder is van een doctoraal diploma met proefschrift ».

**Art. 2.** In artikel 27 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

in § 7, wordt 3<sup>o</sup>ter vervangen door de volgende bepaling :

« 3<sup>o</sup>ter vanaf het academiejaar 2003-2004 schrijven de studenten die, nadat zij gedurende twee academiejaren gezakt zijn voor een vergelijkend examen dat of voor elke proef die toelaat studies in de diergeneeskunde in België of in het buitenland te beginnen of voort te zetten, zich in voor diezelfde richting binnen de 5 jaar volgend op het jaar waarop ze zijn gezakt. »;

§ 7 wordt met het volgend lid aangevuld :

« Voor de toepassing van het 1ste lid, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>bis, wordt ook verstaan onder regelmatig ingeschreven student, de student die gezakt is voor een vergelijkend examen dat of voor elke proef die toelaat hogere studies in België of in het buitenland te beginnen of voort te zetten na een voorbereidend of algemeen jaar voor hogere studies dat tot dat examen of die proef leidt; het opgeven of het niet afleggen van dat vergelijkend examen of van die proef wordt beschouwd als het zakken voor dat examen of die proef. ».

**Art. 3.** Artikel 48<sup>quater</sup>, 1ste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij het decreet van 31 maart 2004, wordt vervangen door het volgend lid :

« De studenten die ingeschreven zijn voor de studies van bijkomende master bedoeld in artikel 18 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, worden in aanmerking genomen voor de financiering gedurende vijf jaar vanaf het jaar van de oprichting van het programma. Voor de volgende jaren worden de regelmatig ingeschreven studenten in aanmerking genomen voor de berekening van de werkingstoelage als het overeenkomend studieprogramma gemiddeld minstens tien nieuwe regelmatige inschrijvingen geteld heeft gedurende de laatste drie academiejaren, of als het programma minstens tien inschrijvingen geteld heeft voor elk van de twee voorafgaande academiejaren. De in aanmerking genomen studenten zijn :

1° hetzij diegenen bedoeld in artikel 27, § 1, die vallen onder de categorieën bedoeld in artikel 27, § 3 en die niet bij artikel 27, § 7 bedoeld zijn;

2° hetzij diegenen die een externe overheidsfinanciering genieten. ».

**Art. 4.** Artikel 21, § 2, van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen :

« § 2. De onderwijs- en evaluatietaal van de onderwijsactiviteiten is het Frans.

Activiteiten kunnen evenwel verstrekt en geëvalueerd worden in een andere taal :

- 1° in de eerste cyclus, behalve in het eerste jaar, voor hoogstens een vijfde van de studiepunten;
- 2° voor de studies die leiden tot de academische graad van master, voor de helft van de studiepunten;
- 3° voor de studies die leiden tot de academische graad van bijkomende master;
- 4° voor de studies van de derde cyclus;
- 5° wanneer deze activiteiten, als ze verplicht zijn, eveneens in het Frans georganiseerd worden.

Voor het 2de lid, 1° en 2°, komen het onderwijs in een vreemde taal, de eindwerken, de activiteiten voor professionele integratie alsmede de onderwijsactiviteiten die medegeorganiseerd worden met die instellingen die niet van de Franse Gemeenschap afhangen en erkend zijn door hun bevoegde instanties inzake hoger onderwijs, niet in aanmerking.

Voor de andere programma's van de tweede cyclus, kan de Regering daarenboven aan de instellingen voor hoger onderwijs afwijkingen toekennen wanneer de bedoelde studies een internationaal karakter hebben vanwege het uitstekend wetenschappelijk veld of de bijzondere aard. De afwijkingen worden toegekend op collegiaal voorstel van de rectoren en na advies van de Interuniversitaire raad van de Franse Gemeenschap, wanneer de afwijking een universiteit betreft, na advies van de Algemene raad voor Hogescholen, wanneer de afwijking een Hogeschool betreft, na advies van de Hoge raad voor hoger kunstonderwijs, wanneer de afwijking een hogere kunstschool betreft en na overleg met de raad van bestuur of met het beheersorgaan van de hogere instituten voor architectuur, wanneer de afwijking zulke instelling betreft. ».

**Art. 5.** In artikel 32 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, wordt het 2de lid vervangen door de volgende bepaling :

« Voor de universitaire studies van de derde cyclus is de titel de naam van de erkende doctorale omkaderings-school of het (de) onderzoeksdomein(en); die domeinen zijn die bedoeld in artikel 31, 1ste lid. ».

b) § 2, 2de lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Een richting wijst een specificiteit van het programma van de studiecycclus die ertoe leidt, aan, die overeenstemt met een geheel onderwijsactiviteiten. Dat geheel moet meer dan 30 studiepunten omvatten, als het gaat om een academische graad die een programma van 60 studiepunten bekrachtigt, of minstens 60 studiepunten, als het gaat om een academische graad die een programma van meer dan 60 studiepunten bekrachtigt. Daarenboven kan dat geheel twee derde van de studiepunten van de studiecycclus niet overschrijden. ».

**Art. 6.** Art. 40, 2de lid, van hetzelfde decreet wordt als volgt vervangen :

« Wanneer de studies evenwel niet meer voor financiering in aanmerking komen bij toepassing van artikel 48<sup>quater</sup> van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, kan geen enkele nieuwe inschrijving plaatshebben in die cursus gedurende een periode van vijf jaar. De graad die deze studies bekrachtigt zal toegekend kunnen worden aan de studenten die vooraf ingeschreven zijn gedurende een aantal academiejaren dat twee jaar meer bedraagt dan de minimale duur van die studies. ».

**Art. 7.** Artikel 45, § 1, 2de lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende leden :

« Zijn inschrijving impliceert de naleving van het studiereglement ».

De storting van het inschrijvingsgeld gebeurt volgens het studiereglement.

Voor de studiejaar die leiden tot een academische graad moet de integrale storting van het inschrijvingsgeld gebeuren vóór 1 februari. Bij gebreke daarvan zullen de studenten niet in aanmerking worden genomen voor de financiering en kunnen de universiteiten hun inschrijving weigeren. ».

**Art. 8.** In artikel 46, § 2, 1ste lid, worden de woorden «of voor studenten ingeschreven voor het voorbereidende jaar bedoeld in artikel 51, § 3 » vervangen door de woorden «, voor studenten ingeschreven in een voorbereidend jaar overeenkomstig de artikelen 51, § 3, 3de lid en 53, 3de lid, en voor de studenten ingeschreven in een ander bijkomend studiejaar overeenkomstig de artikelen 54, 2de lid en 55, 2de lid ».

**Art. 9.** In artikel 49, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 7°, worden de woorden « de vorige punten » vervangen door de woorden « de punten 1° tot 4° »;

b) een 8° wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« 8° ofwel het diploma van bekwaamheid voor toegang tot het hoger onderwijs (DAES) uitgereikt door de examencommissie van de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 10.** In artikel 51, § 1, 6°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de vorige punten » vervangen door de woorden « de punten 1° tot 4° ».

**Art. 11.** Artikel 53, 3de lid, van hetzelfde decreet, wordt door het volgend lid vervangen :

« In dat geval worden die studenten voor de toegang tot de studies gelijkgesteld met de studenten bedoeld in artikel 51, § 3. Die studenten worden evenwel slechts in aanmerking genomen voor de financiering van het eerste studiejaar van de tweede cyclus en, in voorkomend geval, van het voorbereidend jaar, als ze slagen voor het eerste studiejaar van het bedoeld programma van de tweede cyclus. ».

**Art. 12.** In artikel 54, 1ste lid, 4°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de vorige punten » vervangen door de woorden « de punten 1° tot 2° ».

**Art. 13.** In artikel 55, 1ste lid, 4°, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de vorige punten » vervangen door de woorden « de punten 1° tot 2° ».

**Art. 14.** In artikel 60, 2de lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « zonder dat de waarde van deze punten boven de 30 studiepunten mag liggen » geschrapt.

**Art. 15.** In artikel 65 van hetzelfde decreet worden in de Franse tekst de woorden « les orientations » vervangen door de woorden « l'orientation ».

**Art. 16.** In artikel 76, 3de lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « de voorgaande alinea » vervangen door de woorden « het 1ste lid ».

**Art. 17.** In artikel 79 van hetzelfde decreet worden de woorden « meer dan 48 studiepunten » vervangen door de woorden « minstens 48 studiepunten ».

**Art. 18.** In artikel 165 van hetzelfde decreet wordt de volgende zin toegevoegd : « Deze studies worden voor de financiering gelijkgesteld met studies van de tweede cyclus die leiden tot de graad van bijkomende master ».

**Art. 19.** In artikel 181 worden de woorden « vóór het van kracht gaan van » telkens vervangen door de woorden « overeenkomstig de bepalingen voorafgaand aan ».

**Art. 20.** In Hoofdstuk VII van Titel VII van hetzelfde decreet wordt een artikel 186bis ingevoegd, luidend als volgt :

« De studenten die over een attest beschikken voor het slagen voor een speciaal examen dat toegang verleent tot de studies van de eerste cyclus in de toegepaste wetenschappen georganiseerd overeenkomstig artikel 10, § 2, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, worden geacht geslaagd te zijn voor het speciale toelatingsexamen bedoeld in artikel 50. ».

**Art. 21.** De artikelen 5, 8, 9B), 11, 15, 16, 17, 19 en 20 hebben uitwerking voor het academiejaar 2004-2005.

De artikelen 2, 3, 6 en 18 treden in werking voor het begrotingsjaar 2006.

De artikelen 1, 4, 7, 9A), 10, 12, 13 en 14 treden in werking vanaf het academiejaar 2005-2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 20 juli 2005.

De Minister-Presidente, belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale promotie,  
Mevr. M. ARENA

De Vice-Minister-Presidente, belast met het Hoger onderwijs,  
het Wetenschappelijk onderzoek en de Internationale betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-Minister-President, belast met de Begroting en de Financiën,  
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,  
C. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele sector en Jeugd,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

—  
Nota's

(1) *Zitting 2004-2005.*

*Stukken van de Raad.* — Decreetontwerp, nr. 126-1. — Commissieamendementen, nr. 126-2. — Verslag, nr. 126-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 19 juli 2005.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 2113

[2005/202146]

**18 AVRIL 2005. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 01 de la division organique 18 et le programme 09 de la division organique 30 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2005**

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment l'article 12 tel que modifié par l'article 4 de la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 22 décembre 2004 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2005, notamment l'article 38;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4<sup>e</sup> alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'ordonnancement à l'allocation de base 12.03 du programme 01 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2005, afin de rencontrer les décisions du Gouvernement wallon des 24 juillet 2003 et 29 avril 2004 dans le cadre du Programme Objectif 2 urbain 2000-2006 et du Phasing Out objectif 2 rural, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés);

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'ordonnancement à l'allocation de base 43.03 du programme 01 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2005, afin de rencontrer les décisions du Gouvernement wallon des 12 avril 2001, 25 avril 2002, 18 juillet 2002, 7 novembre 2002, 21 novembre 2002, 12 décembre 2002, 20 février 2003, 10 avril 2003, 12 juin 2003, 24 juillet 2003, 24 octobre 2003, 4 décembre 2003, 22 janvier 2004, 23 janvier 2004, 29 avril 2004 et 27 mai 2004 dans les cadres de l'Interreg III Euregio, France-Wallonie-Flandre, Wallonie-Lorraine-Luxembourg, du Leader +, du Phasing Out de l'Objectif 2 urbain et de l'Objectif 2 rural, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés);

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'ordonnancement à l'allocation de base 52.07 du programme 01 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2005, afin de rencontrer les décisions du Gouvernement wallon des 6 décembre 2001, 7 novembre 2002 et 4 décembre 2003 dans le cadre de l'Interreg III A, du Phasing Out Objectif 1 et du Phasing Out Objectif 2 rural, à savoir, les dossiers suivants (intitulés et codifications des projets cofinancés);